L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

SUPPLÉMENT No 72. SECONDE CHAMBRE

DEUXIÈME CONGRÈS.

SIXIÈME SESSION.

MARDI MATIN, 27 MARS.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

WASHINGTON.

Les nouvelles reçues sont démocratiques de la Louisiane.

Washington, 26—On parle beaucoup ici des engagements pris par écrit par les amis les plus intimes du président Hayes et ses confidents les plus autorisés pendant sa dernière visite à cette capitale. Voici les faits et quelques mots: Lorsque la chambre des représentants s'occupait par des moyens différents de faire valoir l'élection de M. Hayes, principalement dans le Sud n'admettant pas à quelques sénateurs démocrates et autres actifs un sénateur Gordon et leur disant qu'ils croyaient devoir voter contre les moyens illusoires et rester fidèles au parti National.

Le sénateur Gordon leur répondit qu'il n'était chargé personnellement d'aucune responsabilité, qu'il n'était pas membre de la Chambre, mais qu'il se reconnaissait une autre responsabilité, celle de protéger de tout son pouvoir le gouvernement de M. Hayes et le peuple de la Caroline du Sud, parce qu'on l'en avait prié d'une manière pressante, et qu'il irait par conséquent voir M. Foster, de l'Ohio, et d'autres personnages actuels pour savoir, avant l'achèvement du dépouillement présidentiel, ce que la nouvelle administration compte faire de la Caroline du Sud et de la Louisiane.

Le général Gordon accompagné de John Young Brown du Kentucky, fit ce qu'il est la démarche dont il s'agit et demanda aux représentants de Mr Hayes une garantie écrite portant que, quelque fût l'issue du dépouillement présidentiel les pouvoirs du département de la guerre et de Mr. Sheils seraient respectés. On assure, et personne ne l'a nié jusqu'à présent, qu'une garantie semblable a été demandée sous les signatures de Stanley Matthews et de Foster.

Le gouverneur Hampton.

Le Président savait, avant d'inviter Hampton et Chamberlain à venir à Washington, que le premier ne s'y rendrait pas pour plaider personnellement sa cause auprès de l'administration. Hampton maintenant que l'autorité dont il est revêtu comme gouverneur lui a été conférée par les suffrages du peuple, et que le Président n'a rien à y voir. S'il vient à Washington, ce sera uniquement pour donner au Président l'assurance que les troupes peuvent être retirées de Columbia sans que l'ordre parmi le sud soit menacé. On croit que cette assurance donnée, l'administration fédérale laissera Chamberlain livré à ses seules ressources. C'est là tout ce que demandent les amis de Hampton.

Un ami intime de Gouverneur Hampton a dit, ce soir, que ce dernier viendrait selon toute probabilité à Washington conformément au désir du Président.

Affaire de la Louisiane.

On ne sait pas encore d'une manière positive comment se composera la commission de la Louisiane. Le Président interrogé à ce sujet a répondu qu'il ne pouvait rien dire en ce moment.

AFFAIRES DU SUD.

Washington, 26 mars—On affirme d'une manière à peu près positive que l'Hon. Wayne Mc Veigh de la Pennsylvanie n'est chargé de composer la commission de la Louisiane. Voici ce qu'on lit dans l'organe de l'administration: "Le Président a vu dans la matinée quelques uns de ses amis intimes et entr'autres le gouverneur Dennison et l'Hon. Wayne Mc Veigh. Il a fait une longue promenade en voiture avec le secrétaire Sherman, M. Mc Veigh et M. Webb. Mme Hayes les accompagnait."

Le gouverneur Hampton ne s'est pas encore décidé à venir à Washington. La lutte entre les candidats rivaux pour le poste de collecteur de la douane à la Nlle-Orléans est ouverte. Le commerce du Nord recommande le lt Hugh Kennedy qui est fortement appuyé à la Nlle-Orléans. Cette candidature est la plus puissante. Le candidat le plus fort après le Dr Kennedy est le général Macmillan.

La commission imaginée par M. Hayes pour régler la question de la Louisiane est de moins en moins populaire: La loi n'autorise pas un paraît expédient et il n'y a pas d'argent pour payer les dépenses de la commission.

La commission en outre n'aurait pas le droit d'administrer le serment et sa décision n'aurait aucune force légale. Dans une séance du Cabinet qui a eu lieu aujourd'hui la question de la Louisiane et de la Caroline du Sud a été mise sur le tapis. Le président a dit que plusieurs personnes à qui il s'était adressé avaient refusé de faire partie de la commission. Wheeler dit-on refuse également. Le gouverneur Brown est la seule personne qui ait accepté jusqu'à ce moment.

Washington, 26.—Ferdinand Wood favorise Randall pour la position d'orateur du prochain Congrès.

Le secrétaire Schus n'a pas l'intention d'aller à Berlin.

Règles du service civil.

Washington, 26—Le secrétaire a publié ses règles sur le service civil. Tous les cas d'incompétence et de négligence seront rapportés et les promotions n'auront lieu que pour les places inférieures, et les places seront distribuées avec soin également dans tous les Etats, en proportion de la population. Tous les postulants seront sujets à l'examen prescrit par la section 164 par les Statuts révisés.

Le contrat de Matthews de Foster avec les démocrates.

Washington, 26—Le New York Times publie la dépêche suivante:

Il semble maintenant qu'il n'y a pas de doute sur la vérité de l'assertion que MM. Stanley Matthews et Charles Foster de l'Ohio, pendant le compte du vote électoral au congrès, firent un contrat avec un nombre de démocrates du Sud par lequel il fut convenu que si les démocrates aidaient à compléter le compte et à recevoir l'inauguration de M. Hayes comme président, le gouvernement de Nicholls en Louisiane et celui de Hampton dans la Caroline du Sud seraient reconnus par la nouvelle administration.

Il est clair qu'en prenant ces engagements MM. Foster et Matthews ont prétendu qu'ils y étaient autorisés par Mr Hayes. Ils n'avaient pas le droit d'agir ainsi car le Président ne savait rien de la convention ou des engagements qu'ils prenaient en son nom, comme on l'a été dit en deux occasions dans ces dépêches. On a rapporté, il y a quelque temps à Washington que Matthews et Foster s'étaient permis d'être partis dans une convention du genre mentionné.

La première déclaration de ce contrat fut faite par M. Levy, de la Louisiane, qui, dans un discours prononcé à la Chambre le 1er mars, s'opposa à la résolution de Proctor Knott qui demandait le retour de Sénat du second certificat du Vermont.

Dans ce discours Mr Levy dit: le peuple de la Louisiane a la solennelle et je crois, l'assurance vraie des membres prédominants du parti républicain, très haut placés dans la confiance de Mr. Hayes, que dans le cas de son élévation à la présidence, il sera guidé par une politique de conciliation à l'égard des Etats du Sud; qu'il n'emploiera pas l'autorité fédérale ou la force armée pour soutenir des gouvernements non de leur choix, mais qu'il les laissera en contrôler régler eux-mêmes leurs affaires comme ils l'entendront.

C'est là aussi l'opinion du président Grant qu'il a exprimé librement et à la quelle, l'en suis sûr, il adhérera et qu'il réalisera.

Sous ces circonstances, mettant de côté toute discussion sur la manière et sur les moyens par lesquels Mr Hayes peut s'assurer la présidence je considère que par l'action du Congrès son accession à la présidence est comme un fait accompli, je n'hésite pas, par les raisons ci-dessus exposées, à déclarer que par un sentiment de devoir envers la Louisiane, je n'élèverai aucun obstacle pour entraver le compte électoral, mais je compterai sur la bonne foi, l'intégrité et la véracité des hommes qui ont donné ces assurances et ayant foi dans leur honneur individuel je serai appelé à mon collègues pour qu'ils se joignent à moi dans la politique, que je me sens justifié à suivre dans l'intérêt de la Louisiane.

Quand ce discours fut prononcé, il causa quelque sensation et fit faire beaucoup de commentaires: mais depuis l'ajournement, l'affaire a été oubliée et perdue de vue jusqu'à ce que dernièrement l'on a été rapporté de nouveau par ceux qui sont en position de le savoir, que M. Levy avait été partie dans un contrat avec Matthews et Foster, par lequel la reconnaissance de Hampton et de Nicholls avait été assurée. Ces rapports ont été publiés et ni Mr Matthews ni Mr Foster ne les ont niés.

La lettre de Matthews-Foster.

Washington, 26—Le col. Levy refuse de produire la lettre de Matthews-Foster, à moins que la publication n'en soit autorisée par ce dernier.

Commission de la Louisiane.

Washington, 26—La commission de la Louisiane n'a encore passé de cinq mauvais. On n'est assuré de trois membres. Bien entendu, le gouverneur Brown n'est un seul comme pour avoir accepté.

Washington, 26.—Indications pour les Etats-Unis: Beau, clair, plus froid ou par l'intérieur couvert, vents légers du l'Ouest au Sud et calme que ce baisse du baromètre.

Les emplois qui devraient être donnés au Canada.

Boston, 26—Une avis au Canada, cité comme ami de l'Anglais, dit le Journal: Blaine a déclaré que le gouvernement de Washington a déclaré que village sur la Rivière-Canada et tout droit établi en position des affaires de la Confédération Trans-Atlantique de New-York. Le service établi par ce gouvernement qui avaient été rapporté dans l'intérêt des travaux en vigueur de sud. M'Ava avait été sur le pavillon afin d'arrêter le pillage.

AFFAIRES D'ORIENT.

La présence de prince de Galles à Londres, 27 mars—L'Agence Havas a reçu de Londres les nouvelles suivantes: [illegible] la présence du prince de Galles à [illegible] et la démarche faite par le [illegible] et [illegible] et [illegible] et